



NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# CONTRE LE CHÔMAGE INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

BULLETIN NPA PSA POISSY

27 JUIN 2019

Samedi dernier, 7 à 8 000 personnes ont manifesté à Belfort, en réaction aux 1 050 licenciements annoncés chez General Electric.

Aujourd'hui, Macron et ses ministres font semblant de se préoccuper du sort de ces travailleurs. Mais en 2014, c'est Macron, alors ministre de l'économie, qui a organisé le rachat-cadeau de la branche turbines d'Alstom par General Electric en prétendant « sauver les emplois » et même garantir la « création de 1 000 emplois ».

Cinq ans plus tard, les 1 000 emplois supplémentaires se transforment en 1 050 suppressions d'emplois ! Ce n'est pas de la mauvaise magie, mais l'application de la logique économique capitaliste, de la liberté des actionnaires de décider, au nom du « droit de propriété », de la vie de milliers de familles.

## LA DICTATURE DES ACTIONNAIRES

C'est cette logique, accompagnée par le gouvernement de Macron, qui est à l'œuvre à Ford, à Ascoval, à Whirpool, à Carrefour, à New Look ...

Les groupes capitalistes, français ou étrangers, traitent les travailleurs comme des kleenex dont on se débarrasse après usage. En difficulté temporaire, voire simplement pour faire monter leur cours en bourse, ils licencient des centaines de travailleurs comme à Belfort, sans se soucier des conséquences pour la région. Et le gouvernement, complice de ces groupes, leur montre l'exemple en supprimant des emplois à La Poste, la SNCF, dans les hôpitaux ou l'éducation.

## DOUX AVEC LES RICHES MAIS FÉROCE AVEC LES CLASSES POPULAIRES

Au moment où les plans de licenciements déferlent, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Il réduit le droit aux indemnités de chômage en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur 24 au lieu de 4 sur 28 mois. Et le calcul des indemnités ne se fera plus sur les revenus des jours travaillés, mais sur une moyenne sur le mois.

Ces mesures brutales, en plus d'économies budgétaires sur le dos des pauvres, visent à contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelle condition et à n'importe quel salaire !

## L'IMPASSE DU « PATRIOTISME » ÉCONOMIQUE

A l'annonce des suppressions d'emplois, des responsables politiques de droite ont sauté sur l'occasion pour appeler à la défense de « l'industrie nationale ». Une idée reprise par Mélenchon, déclarant à Belfort : « C'est davantage qu'une usine dont il est question : il est question de science, de technique et de patrie ».

Pourtant, les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre « l'industrie française » au lieu de leurs emplois, car cela revient à s'aligner sur le patronat français, sur les licenciements du Medef qui ont eu le culot d'appeler à la manifestation de Belfort. Les grands groupes « français » licencient autant que les autres, avec le profit

comme seule boussole. C'est d'ailleurs l'Etat, alors actionnaire, qui avait procédé aux premières vagues de licenciements chez Alstom, avant de céder une partie du groupe à Bouygues. Un patron bien « français » qui a empoché une belle somme en revendant la branche énergie à General Electric !

## CONTRE L'UNION NATIONALE, L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Même au pied du mur, même soumis à des plans de licenciement ou des fermetures de site, les salariés menacés ont la force du nombre à condition qu'ils fassent cause commune. La CGT Ford qui se bat depuis 10 ans contre la fermeture du site de Blanquefort près de Bordeaux, a lancé un appel dans ce sens : « Nous sommes convaincus que l'issue de notre bataille comme celles de nombreuses autres dépendent de ce que nous pourrions réussir ensemble. »

Parce qu'il n'y a pas de fatalité : la bataille contre les licenciements n'est pas perdue d'avance. Son issue dépend du rapport de force qui se construira entre d'un côté, le patronat et ses complices du gouvernement et de l'autre, l'ensemble des travailleurs de toutes les entreprises, menacées à court terme ou pas, du public comme du privé.

### RÉPARTITION DES RICHESSES



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur  
l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ....



## **RECU DE L'AGE DE LA RETRAITE : MOBILISATION !**

La durée de cotisation pour une retraite à taux plein devait s'allonger d'un trimestre tous les trois ans entre 2020 et 2035. Pour Macron, ce rythme devrait être encore plus rapide ; des mesures pour retarder les départs à la retraite vont être prises, c'est simple, tout en maintenant le départ officiel à 62 ans, il suffit d'imposer de cotiser jusqu'à 64 ans pour la toucher entièrement.

Les chômeur-se-s, précaires, malades, sans possibilité de repousser leur départ, toucheront ainsi une pension encore plus misérable que leurs faibles revenus. En pratique, la quasi-totalité des salarié-e-s devra travailler beaucoup plus longtemps. Travailler jusqu'à la mort ? Non merci !

## **REFORME ANTI - CHOMAGE OU ANTI - CHOMEURS ?**

L'objectif de la réforme de l'assurance chômage est l'affichage d'une baisse du nombre officiel de chômeur-se-s, Il faudra avoir travaillé 6 mois sur une période de 24 mois au lieu de 4 mois sur une période de 28 mois. Cette réforme va exclure de l'assurance chômage plusieurs centaines de milliers de chômeur-se-s. Les jeunes vont être massivement touché-e-s. Il faudra aussi avoir travaillé six mois au lieu d'un mois pendant sa période de chômage pour voir son indemnisation prolongée d'autant.

Le gouvernement vise ainsi 3,4 milliards d'économies sur le dos des chômeur-se-s d'ici fin 2021. Mille conseiller-es Pôle emploi seront recruté-e-s ... à peine davantage que les 800 supprimé-e-s par le gouvernement en 2018. Ces mesures aggraveront une situation où, aujourd'hui, moins d'un chômeur-se sur deux est indemnisé-e, et plus de 6,5 millions de chômeur-se-s et précaires pointent à Pôle emploi, soit 25 % de la population active.

## **BUZYN DÉBLOQUE...**

Suite à une vague d'arrêts maladie en plein mouvement de grève, le gouvernement a trouvé comme seule solution d'envoyer des gendarmes réquisitionner des soignant-e-s chez eux-elles en pleine nuit pour les obliger à aller travailler. Du jamais vu !!

« *En général les soignant-e-s en grève viennent soigner avec un brassard pour assurer la continuité des soins* » a déclaré la ministre. Les grèves durent depuis des mois et tant que le personnel assure les soins, le gouvernement se fiche totalement de leurs revendications !

A ce jour, plus de 180 services d'urgences sont mobilisés. La ministre a bien senti la colère et débloque 70 millions d'euros : soit une prime de 100 euros net (sous conditions d'attribution) pour un montant total de 55 millions d'euros, et les 15 millions restant pour le recrutement d'effectifs, soit un demi poste par service. Pour le reste, elle invite le personnel à faire des heures sup. alors qu'ils-elles sont à bout ! Il est évident que cela ne suffira pas à calmer la colère.

Comment des soignant-e-s épuisé-e-s pourront s'occuper de vie humaine ?

## **LES FUSIONS XXL PRÉPARENT DES ATTAQUES XXL CONTRE LES SALARIÉS.**

De Carlos Ghosn, l'ex président voyou de Renault en prison à l'héritier de famille Agnelli, propriétaire historique de Fiat, proposant puis retirant une fusion « à parité » avec Renault, la suite n'est pas encore écrite. Rebondissements, trahisons, démissions sont possibles au prochain épisode.

On savait que Fiat recherchait sur le marché mondial une fusion depuis plusieurs années. Le nouveau est que Renault est lui aussi candidat. C'est qu'il faut aller à marches forcées vers les transformations qu'imposent les voitures électriques et autonomes. Comme les dépenses pour ces nouveaux investissements ne doivent pas faire baisser les dividendes promis aux actionnaires, c'est donc aux salarié-e-s de payer.

La casse sociale résultant d'une mega fusion ne ferait pas

le détail entre Fiat et Renault. Les patrons eux savent négocier entre eux. L'heure est à la solidarité entre nous les salarié-e-s qui en font les frais chez Fiat comme chez Renault

## **ELECTRICITÉ : UNE HAUSSE SCANDALEUSE ET INJUSTIFIABLE**

Bousculé par les gilets jaunes, le gouvernement avait gelé, la hausse prévue en janvier. Finalement c'est au 1<sup>er</sup> juin que l'électricité a augmenté. Plus 5,9% : une charge supplémentaire de 50 à 100€ par an selon les ménages. Mais la haut, ils ne voient pas où est le problème. Ils ne le voyaient pas non plus pour les 5€ d'APL en moins.

Et dire qu'ils nous promettaient que la fin du monopole d'EDF et la concurrence entre fournisseurs d'électricité allait faire baisser les prix. Ils ne font qu'augmenter. On voudrait en plus nous faire oublier que les taxes représentent 35% de la facture de l'utilisateur. Quant à la hausse de ce mois de juin elle est faite essentiellement pour garantir les profits des concurrents d'EDF.

N'étant pas pour la plupart producteurs d'électricité, ils en achètent une partie en gros à EDF à un prix d'ami garanti par la loi : ce qui leur permet des prix compétitifs. Pour l'autre partie, ils s'approvisionnent sur un marché mondial où les prix ont fortement augmenté depuis deux ans. Ce qui met à mal leur compétitivité. Mais si les tarifs réglementés augmentent, ils retrouvent de la marge, merci Macron !!

## **REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ UNE NOUVELLE ARME CONTRE LES PAUVRES**

Le gouvernement veut mettre en place un « Revenu Universel d'Activité », le RUA. Il s'agirait de regrouper en une seule prestation le RSA, la prime d'activité, les APL et peut-être d'autres aides sociales. Afin soi-disant de simplifier l'accès à leurs droits sociaux de ceux et celles qui pourraient en bénéficier mais n'en font même pas la demande. Belles paroles, mais la réalité risque en fait d'être tout autre.

D'abord il s'agirait d'une réforme à budget constant. Ce que les uns-unes vont gagner, les autres vont le perdre : les pauvres vont aider les pauvres. Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement projette de lier l'attribution de ce RUA à un engagement de démarche active de retour à l'emploi.

Pour celui ou celle qui touchera le RUA, pas question de refuser plus de deux propositions d'emploi. De quoi faire accepter aux plus pauvres un maximum de faux emplois plus précaires et mal payés les uns que les autres. Au bénéfice unique du patronat.

## **SOUDAN : L'ARMÉE MASSACRE DES MANIFESTANTS PACIFIQUES**

Après des mois d'une énorme mobilisation qui a fait tomber le dictateur Omar El Bechir, c'est du régime tout entier que les soudanais veulent se débarrasser. Mais après avoir fait mine d'accepter des négociations avec la société civile, les secteurs les plus durs de l'armée ont envoyé la semaine dernière les paramilitaires commandés par le général Hemedti, n°2 du Conseil Militaire au pouvoir, massacrer les manifestant-e-s qui campaient pacifiquement devant le siège de l'armée.

Plus de cent morts : c'est leur façon d'essayer d'en finir avec le soulèvement populaire. Un massacre beaucoup moins commenté dans les médias que le souvenir du massacre de la place Tian An Men en Chine il y a dix ans. Les morts n'ont manifestement pas tous la même valeur. Et il ne faut pas trop non plus mettre en porte à faux tous ces Etats Européens qui depuis 2014, dans le cadre du processus de Khartoum, ont confié à des dictatures comme celle de l'Erythrée ou du Soudan d'Omar El Bechir, le soin d'empêcher les migrant-e-s d'atteindre l'Europe.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser  
Ou à nous contacter : [npa.poissy@gmail.com](mailto:npa.poissy@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77**